

Canadian Group  
Inter-Parliamentary Union



Groupe canadien  
Union interparlementaire

**Le débat général**  
**« Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie »**

**L'hon. David McGuinty, C.P., député,**  
**Président du Groupe canadien de l'Union interparlementaire**

**143<sup>e</sup> Assemblée de l'Union interparlementaire**  
**Du 26 au 30 novembre 2021**



## **SURMONTER LES DIVISIONS ET RENFORCER LA COHÉSION POUR RELEVER LES DÉFIS ACTUELS DE LA DÉMOCRATIE**

Chers collègues,

Aujourd'hui, je veux vous lancer un défi, à vous et à l'Union interparlementaire. Je veux vous mettre au défi de reconnaître l'une des plus grandes menaces contemporaines qui pèsent sur les démocraties et les valeurs démocratiques dans le monde, à savoir la menace engendrée par les avancées technologiques de plus en plus rapides, et de lancer des discussions sur la question.

Lorsque je parle des valeurs démocratiques, je pense aux élections libres et équitables, à la primauté du droit, aux droits de la personne et à la liberté de réunion, entre autres. Les technologies numériques (comme les ordinateurs, Internet, l'intelligence artificielle et les algorithmes) sont des couteaux à deux tranchants. Grâce à elles, le monde est plus interrelié que jamais. Elles ont facilité et accéléré la communication et l'engagement entre les parlementaires et le public, d'une manière sans précédent. Elles permettent également aux entreprises et aux services de devenir plus efficaces. Enfin, elles libèrent tout le potentiel des esprits créatifs et novateurs du monde entier. Cependant, comme tous les outils, elles peuvent faire des ravages si elles se trouvent entre les mains d'acteurs mal intentionnés.

Par exemple, Internet et les plateformes de médias sociaux ont favorisé la haine, la désinformation, l'extrémisme et un large éventail d'activités illicites, toutes contraires aux valeurs démocratiques que j'ai décrites. En effet, ces activités et ces comportements peuvent compromettre le dialogue démocratique et la vérité et, par conséquent, menacer la démocratie elle-même.

Les électeurs reçoivent des informations qui sont délibérément fausses et trompeuses, et la même chose est vraie pour nous, les parlementaires. Si, en tant que société, nous ne sommes pas toujours en mesure de discerner l'exactitude des informations que nous recevons, comment pouvons-nous espérer que les électeurs et les représentants élus prennent des décisions éclairées?

La menace que représentent de tels défis n'a pas de frontières. Qu'il s'agisse de démocraties bien établies ou naissantes, les avancées technologiques évoluent plus rapidement qu'elles. L'électorat et les représentants sont la cible d'acteurs qui cherchent à déstabiliser, à affaiblir et à bouleverser les processus démocratiques à leur propre avantage.

L'ingérence étrangère est un exemple de ce genre de manœuvre. Au Canada, nous définissons l'ingérence étrangère comme « les activités influencées par l'étranger qui touchent le Canada ou s'y déroulent et sont préjudiciables à ses intérêts, et qui sont d'une nature clandestine ou trompeuse ou comportent des menaces envers quiconque ». Les tentatives furtives d'acteurs étrangers d'influencer, de manipuler ou d'atteindre l'intégrité des élections ou des processus démocratiques sont une forme d'ingérence étrangère.

Au Canada, nous pensons que la menace est telle pour les valeurs canadiennes qu'en 2019, le gouvernement fédéral a élaboré le *Protocole public en cas d'incident électoral majeur* et a chargé un groupe de cinq hauts fonctionnaires d'« informer les Canadiens de tout incident ou de toute menace pouvant peser sur les élections fédérales de 2019 et ayant été jugé suffisamment grave pour



compromettre l'intégrité du processus de scrutin ou nuire à la capacité des Canadiens à tenir des élections libres et impartiales<sup>1</sup> ».

En juillet 2021, l'organisme national du renseignement, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), a signalé que « [m]ême si le système électoral canadien est robuste, l'ingérence étrangère menace l'intégrité des institutions démocratiques canadiennes et la confiance dans ces dernières, le système politique du pays, les libertés et les droits fondamentaux de ses ressortissants et, enfin, sa souveraineté<sup>2</sup> ». Le SCRS a également indiqué qu'« [é]tant donné la situation géopolitique actuelle, il est presque certain que ces activités s'intensifieront. »

La population générale, les fonctionnaires, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les médias sont tous des cibles potentielles. Je crois qu'il incombe à l'Union interparlementaire de lancer les discussions sur ces questions si nous voulons un jour les régler de manière appropriée.

Commençons par réfléchir aux moyens d'atténuer les risques liés aux technologies numériques. Comme l'ont récemment écrit Joe Clark, ancien premier ministre du Canada, et Anne McLellan, ancienne vice-première ministre, « la démocratie n'est pas intrinsèquement fragile, mais elle n'est pas non plus simple, et son maintien exige certainement des efforts permanents. La démocratie contemporaine est à la fois complexe et éprouvée<sup>3</sup>. »

En tant qu'organisation parlementaire la plus grande au monde, l'UIP est la mieux placée pour encourager les efforts collectifs visant à trouver des moyens de diminuer la pression exercée sur les démocraties du monde entier. Cessons de tenir la démocratie pour acquise. N'oublions pas notre slogan : Pour la démocratie. Pour tous.

Merci. *Thank you. Gracias.*

---

<sup>1</sup> Gouvernement du Canada, [Rapport sur la Directive sur le Protocole public en cas d'incident électoral majeur](#).

<sup>2</sup> Service canadien du renseignement de sécurité, [Menaces d'ingérence étrangère visant les processus démocratiques du Canada](#), juillet 2021.

<sup>3</sup> Joe Clark et Anne McLellan, « [Les Canadiens doivent débattre la façon de raviver la démocratie chez eux et à l'étranger](#) », *iPolitics*, 21 septembre 2021 [TRADUCTION].